



Face au mutisme de la ministre et de son encadrement, Contre le démantèlement du ministère du travail

Le 26 juin, toutes et tous à Paris pour exiger des réponses !

Silence assourdissant de la Ministre et de son encadrement

Dès la diffusion des projets de circulaire, l'intersyndicale a demandé à la DRH la tenue d'une rencontre avec la ministre et la convocation d'un CTM extraordinaire afin d'obtenir enfin des explications quant à l'avenir de nos services. Deux semaines ont passé depuis cette demande, et le silence de la ministre et de son encadrement est assourdissant. La réunion ordinaire du CTM prévue le 18 juin a même été annulée ! C'est le mépris le plus total pour les agent-e-s et leurs représentant-e-s.

Pendant ce temps le gouvernement déroule sa politique et les restructurations se préparent. La circulaire relative à la « transformation des administrations centrales » a été signée le 5 juin. Elle enjoint aux ministres de présenter des propositions de rabotages dans leurs administrations centrales respectives dès le 15 juin ! C'est donc un plan social au pas de charge qui s'y profile. Et nous venons de prendre connaissance de la version définitive de la circulaire concernant l'organisation territoriale de l'Etat, signée le 12 juin. Tout est confirmé : fusion des DIRECCTE avec les DRJSCS, basculement des UD dans des Direction Départementales interministérielles, transfert des MOE en préfecture, transfert de l'ensemble des fonctions supports aux préfectures également avec suppressions de postes à la clef. Et si les termes « *travail et emploi* » sont réapparus dans l'intitulé de la future DDI, la circulaire précise aussitôt que cet intitulé n'est pas définitif et sera défini ultérieurement !

Partout les agent-e-s se mobilisent

Après la réussite de la journée nationale d'action du 21 mai, la mobilisation continue dans de nombreuses UD. En Pays de la Loire, les agent-e-s ont collectivement quitté la journée régionale Pôle T face à l'incapacité de la hiérarchie à donner des réponses et des garanties sur l'avenir des services. A Toulouse, nos collègues mobilisé-e-s ont interpellé Mme Pénicaud lors d'un déplacement pour l'inauguration d'un restaurant. En Nouvelle-Aquitaine, les agents ont investi la réunion du CHSCT pour demandes des comptes à la DIRECCTE etc.

Nous pouvons stopper leurs projets si nous poursuivons et amplifions la mobilisation. Continuons à interpellier la hiérarchie, à alerter les usagers et les organisations syndicales !

Faisons signer massivement la pétition nationale contre le démantèlement du ministère du travail :
<http://chnq.it/jQrJFfcjBf>

Le 26 juin retrouvons nous toutes et tous en grève et en manifestation à Paris :

A partir de 8h30 : Rassemblement devant le CESE, place d'Iéna, Paris 16^{ème}, où le Ministre doit prononcer le discours d'ouverture du colloque pour le centenaire de l'OIT

A 11h/11h30 départ en manifestation vers la DRH des ministères sociaux avenue Duquesne

A 14h, assemblée générale nationale des agent-e-s du ministère pour discuter de la poursuite de la mobilisation

Ensemble exigeons :

- le maintien des UD DIRECCTE, échelon départemental des services du ministère du travail et de leurs missions
- l'absence de mobilités forcées, notamment dans les services Emploi et support
- l'arrêt des suppressions d'effectifs
- un plan massif de recrutement sans attendre pour pourvoir les centaines de postes vacants dans tous les services.